

Allocution du Premier ministre – 26 janvier 2024

1. Tout d'abord, vous remercier d'être venus aujourd'hui.

Remercier évidemment les exploitants qui nous accueillent chez eux, pour ce moment important pour notre agriculture.

Vous remerciez vous, élus, représentants syndicaux, éleveurs, agriculteurs de tous horizons, venus pour échanger aujourd'hui.

Pour moi, ça veut dire deux choses

- D'abord, qu'on peut se parler. C'est la preuve que malgré les difficultés, malgré les oppositions, on continue à se parler. Se parler, dialoguer, c'est la base de tout. Donc merci pour ça ;
- Ensuite, c'est qu'on a décidé aujourd'hui de mettre l'agriculture au-dessus de tout. Aujourd'hui c'est un jour très important pour l'agriculture française, pour le monde paysan, pour nos agriculteurs, ici dans le Sud-Ouest mais aussi partout en France.

Continuer à se parler, et savoir mettre le soutien à l'agriculture au-dessus du reste, voilà ce que votre présence à tous veut dire aujourd'hui.

Je suis d'ailleurs venu avec Marc Fesneau et Christophe Béchu, pour rappeler une chose simple : le gouvernement parle d'une seule voix. Il n'y a qu'une seule vision de l'agriculture.

2. Et donc je vous le dis, je suis venu parce-que je sais que vous ne pouvez plus attendre, qu'on ne peut plus attendre.

Vous avez voulu envoyer un message : eh bien, message reçu 5/5. Je vous ai entendu. Nous l'avons entendu et nous y répondrons.

Dès lundi, quelques jours à peine après les premiers blocages, j'ai commencé à recevoir tous vos syndicats. Je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup d'exemples d'un Premier ministre et d'un gouvernement qui comprennent si vite le message qu'on a voulu lui envoyer.

Et je veux vous prouver aujourd'hui, avec les solutions que je vais vous présenter, que non seulement je vous ai entendu mais qu'en plus, on vous a compris.

Il y a urgence, et je vais vous le dire : aujourd'hui, c'est le jour du sursaut. Ce sursaut, on va le construire ensemble.

3. Avant de vous parler des solutions que je suis venu vous apporter, je veux vous parler un instant de la vision que je porte pour l'agriculture. Parce que l'agriculture n'a pas besoin de mesurées, elle a besoin de vérité et de cohérence.

Je l'ai dit : aujourd'hui, c'est le jour du sursaut agricole.

Un sursaut, donc, mais pour faire quoi ?

D'abord, le cap, il est clair : ce pour quoi on se bat, c'est tout simplement notre indépendance agricole. Notre souveraineté alimentaire et énergétique. C'est cela que nous devons toujours garder à l'esprit.

Oui, on doit se battre inlassablement pour l'agriculture à la française.

Pourquoi ?

- D'abord, protéger notre héritage et notre identité. La France est une puissance agricole. La France, elle se définit notamment par ses terres, par ses paysans, par ses agriculteurs. Si les mots pays et paysan se ressemblent tant, c'est parce que l'un ne va pas sans l'autre. L'agriculture française, l'alimentation française, définissent profondément, intimement oserais-je ce que nous sommes : une puissance agricole et un pays amoureux de ses agriculteurs. Il est hors de question de trahir nos agriculteurs parce qu'il est hors de question de trahir notre identité.
- Ensuite, ce sursaut, ce n'est pas l'affaire uniquement des agriculteurs et des politiques ! C'est l'affaire de tout un pays. On doit lancer dès aujourd'hui une mobilisation nationale pour nos agriculteurs et pour notre agriculture. Il faut dire à tous les Français qui le peuvent de toujours préférer acheter Français pour se nourrir. Je veux dire aussi à tous les responsables de la commande publique de se joindre à cet effort, notamment sur la viande dans les cantines par exemple. Nos concitoyens, nos agriculteurs ne comprennent plus qu'on vote des lois, qu'on se fixe des objectifs et qu'on ne les applique pas. Mon gouvernement sera celui d'un Etat exemplaire sur ses approvisionnements. Il faut dire à toutes les entreprises qu'elles ont aussi la responsabilité de soutenir notre agriculture.
- Enfin, je vais dire une chose très claire : je ne suis pas là pour dire aux agriculteurs comment faire leur métier. Je suis là pour dire comment on va laisser les agriculteurs faire leur métier. Il faut déverrouiller, libérer, simplifier. Et laisser nos agriculteurs respirer.

Au fond, ce que nous allons faire ensemble, c'est produire et protéger.

Produire, parce que tous ceux qui expliquent qu'on peut être plus fort en produisant moins mentent aux Français, et ils mentent aux agriculteurs. Produire, aussi, pour nourrir notre pays,

garantir une alimentation saine et durable ; produire pour vous permettre de vivre de votre travail, tout simplement.

J'entends l'inquiétude sur un certain déclassé de notre agriculture, les menaces sur notre souveraineté alimentaire. Je souhaite avoir d'ici au salon de l'agriculture un rapport précis sur l'état de notre souveraineté alimentaire et nos dépendances.

Protéger. Car je refuse de laisser notre agriculture à la merci de la concurrence déloyale, parce que cela reviendrait à mettre en danger nos agriculteurs, et plus largement notre modèle français.

Protéger contre le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité, car les premières victimes de ce réchauffement, ce sont les agriculteurs et notre souveraineté.

Protéger contre les aléas, contre les concurrences déloyales, contre la remise en cause de notre agriculture à la Française.

Produire et protéger, c'est ce qu'on fait depuis 2017.

On assume de produire, c'est ce qu'on a fait par exemple pour les différents plans de filière, notamment sur la filière fruits et légumes. Pendant 10 ans, les responsables de droite et gauche, ont laissé des filières disparaître. Sur les fruits et légumes, on assume un soutien sans précédent pour redonner des moyens de production.

On assume qu'il faut produire en donnant les moyens à nos agriculteurs de se défendre contre le loup. Un nouveau plan loup sera présenté dans les prochaines semaines.

On assume aussi de protéger : avec Egalim 1 et 2, pour vous protéger des négociations commerciales qui font pression à la baisse sur les prix. Nous avons le système le plus protecteur de nos agriculteurs en Europe.

Protéger contre les aléas climatiques ou les crises sanitaires. Le gel, la sécheresse, la grippe aviaire, le Covid, etc. Depuis 2017, l'Etat a toujours répondu présent lors des crises – plus de 3,5 milliards d'euros de soutiens exceptionnels. Et nous préparons l'avenir, par exemple grâce à l'assurance récolte dont le budget a été porté à 680 M€ l'année dernière.

Protéger contre la concurrence déloyale avec des mesures de sauvegarde et des mesures miroirs. C'est le combat idéologique que nous sommes en train de gagner à Bruxelles.

Produire et protéger.

Vous laissez respirer et vivre de votre travail.

Etre derrière vous, à fond.

Voilà les 3 mots d'ordre que je suis venu défendre cet après-midi.

Parce que la France sans l'agriculture, ce n'est plus la France.

Parce qu'être agriculteur, c'est résister aux pressions, aux contraintes, au travail continu.

Parce que dans le débat public ces dernières années, trop de voix s'élèvent pour remettre en question ce que vous êtes et ce que vous faites. Les discours culpabilisateurs, qui vous désignent comme des ennemis, ça suffit ! Je le dis solennellement : je ne les tolérerai plus.

4. Maintenant, du concret

Parce qu'en agriculture c'est comme en amour : il n'y a pas de déclaration d'amour sans vraie preuve d'amour.

Ma méthode, elle est claire, elle n'a pas changé : poser le constat, dire la vérité, et agir sans tarder.

Voilà ce que je suis venu faire aujourd'hui.

Là, je le dis très clairement, ce que j'ai décidé avec le PR et les Ministres, je pense que de mémoire d'agriculteur, c'est un effort inédit.

Inédit par la réactivité : j'ai commencé à recevoir vos représentants il y a 4 jours et je suis dès aujourd'hui devant vous.

Inédit par l'ampleur : on va agir sur tous les fronts : normes, simplification, Europe, fiscalité, rémunération du travail.

Autour de 3 piliers très clairs :

- a) Agir tout de suite pour défendre votre revenu
- b) Simplifier et faciliter votre vie
- c) Préparer l'avenir de notre agriculture

Dès le début de travail que nous avons mené avec le gouvernement, j'ai fixé un objectif très clair : des solutions concrètes, maintenant ; pour des résultats immédiats, tout de suite, pour les agriculteurs.

J'ai écouté les représentants agricoles, j'ai travaillé avec mon gouvernement, et je suis venu aujourd'hui vous livrer le fruit de ce travail.

- **La vérité m'oblige à dire que, depuis plusieurs années, les agriculteurs ont le sentiment de faire face à un Etat qui contrôle plus qu'il n'accompagne.**

Je le dis : les agriculteurs veulent être dans leurs champs, pas devant leurs écrans.

Et donc je prends une décision très claire : celle de simplifier drastiquement nos procédures et lorsque nécessaire nos normes quand elles ne font pas sens. Par exemple, sur l'obligation d'accessibilité des bâtiments d'élevage.

Ici, en Haute Garonne, en seulement quelques réunions de travail avec le Préfet, il y a déjà des résultats concrets: on a simplifié en modifiant 4 arrêtés préfectoraux pour les agriculteurs.

On va lancer un choc de simplification :

A l'échelle locale : je veux qu'on applique cette méthode à tous les départements dans les 3 prochaines semaines. Les préfets seront au travail avec les agriculteurs dès demain.

A l'échelle nationale : nous allons continuer à travailler avec le gouvernement et les représentants de la profession pour voir comment on simplifie au maximum sur l'administratif du quotidien, la fiscalité, la MSA, avec en ligne de mire le PLOA. Les ministres tiendront une première réunion d'ici au 5 février.

Et cela commence dès maintenant ! J'annonce 10 mesures de simplification immédiate, prises dès aujourd'hui.

1. **Simplification des curages des cours d'eau agricole** (réglementaire). Le décret est actuellement au Conseil d'Etat et sera publié la semaine prochaine. Réduction des délais de 9 à 2 mois.
2. **Mettre fin au régime d'exception sur les délais de recours contre les projets agricoles** : délais de droit commun (2 mois) pour former un recours contre les ICPE agricole et IOTA (contre 4 mois aujourd'hui).
3. **Réduction des délais de contentieux des projets relatifs à la gestion de l'eau** par la suppression d'un niveau de juridiction (réglementaire) et par l'application de la « présomption d'urgence » qui permet de réduire les délais à 10 mois (législatif) ;

Je veux aussi mettre fin aux incohérences qui ne profitent à personne : ni aux agriculteurs, ni à l'environnement. Par exemple sur les obligations de débroussaillage ou sur la haie.

Je n'hésiterais pas à revenir sur des normes qui ne fonctionnent pas. On peut par exemple se poser la question sur la séparation de la vente de produits phytos et le conseil comme l'a souligné une récente mission parlementaire. C'est à expertiser.

Il faut aussi un changement majeur dans notre administration. Je veux une administration qui aide et qui accompagne, pas une administration tatillonne.

Le Préfet est là pour coordonner l'action de l'Etat et prendre des décisions proches du terrain. Il aura désormais la responsabilité sur l'OFB.

Il faut remettre de la confiance entre l'OFB et les agriculteurs. Je veux qu'on prenne le temps d'en parler, de se poser les questions. Est-ce qu'on a besoin d'une arme pour contrôler une exploitation agricole ? Est-ce que les agents doivent porter un matricule ?

Et je prends en la matière un engagement : pas plus d'un passage annuel sur l'exploitation dans le cadre des contrôles administratifs.

On va vous fournir un appui pour monter vos projets de stockage d'eau sur le territoire et on débloque 20M€ pour un fond d'hydraulique agricole.

- **La vérité m'oblige à dire que la loi Egalim constitue un énorme progrès, mais qu'ils ne sont toujours pas assez visibles dans la vie de nos agriculteurs.**

Car je suis lucide : dans les négociations commerciales, l'agriculteur n'est toujours pas assez protégé.

L'objectif est clair : faire respecter Egalim partout, sans exception.

Là, 3 actions concrètes :

- i) le renforcement des contrôles avec 100 inspecteurs de la DGCCRF mobilisés,
- ii) la pression maximale mise sur les négociations – j'ai d'ailleurs demandé à Bruno Le Maire et Marc Fesneau d'être présents tous les deux ce matin au comité de suivi des négociations, et,
- iii) enfin, je peux d'ores et déjà vous dire qu'on va sanctionner très lourdement dans les prochains jours 3 entreprises qui ne respectent pas Egalim.

Sur ce sujet, ma détermination est totale.

- **La vérité m'oblige à dire que sur les aides d'urgence on a été au rendez-vous mais que tout cela est encore beaucoup trop lent.**

Honnêtement, plusieurs mois, voire parfois plus d'un an pour verser une aide d'urgence, je ne comprends pas ! Dans aide d'urgence, il y a « urgence ». Donc là-dessus, j'accélère très clairement et je vous annonce qu'on accélère à fond pour les indemnités sanitaires et climatiques, pour des versements dès février :

- Concernant la MHE qui frappe les élevages, le guichet pour la prise en charge des frais vétérinaires sera ouvert le 5 février et augmentation du taux d'indemnisation à 90%.

Un fonds d'urgence de 50M€ est débloqué immédiatement et mis à disposition des Préfets pour soutenir les exploitations en difficulté et qui ont déjà avancé de nombreux frais.

Et ce, avec un effort maximal pour trouver un vaccin dans les plus brefs délais.

Tout cela s'ajoute à ce qui a déjà été fait, notamment la réouverture des marchés à l'export.

- Doublement du fonds d'urgence pour la Bretagne : les établissements seront aux côtés des agriculteurs en difficulté pour trouver des solutions personnalisées
- Concernant la viticulture, le ministre reviendra dans les prochains jours pour présenter un plan avec une enveloppe conséquente face à la crise que connaît le secteur pour régler l'urgence et préparer l'avenir (le 2 février dans l'Hérault).
- Et nous mettrons 50 millions supplémentaires sur le bio

- **La vérité m'oblige à dire que même si l'Europe est notre meilleure protection, nous devons rester fermes pour ne rien céder sur la préservation de notre agriculture à la française.**

L'Europe, c'est la PAC. C'est donc 9Mds€ par an que nous dédions à nos agriculteurs pour vivre de leur travail.

Sortir de l'Europe, c'est vous priver de 9 milliards d'euros par an. Comble du ridicule, ceux qui vous le proposent, ils votent les règles de la PAC mais pas son budget.

Donc qu'il faille simplifier la PAC, bien sûr ! Le Président s'engagera la semaine prochaine sur la dérogation jachère et le ministre va aller à Bruxelles pour trouver des alliés et demander à ce qu'on mène ce travail de simplification aussi au niveau européen, notamment sur les prairies.

L'Europe, c'est l'action résolue pour lutter contre le dérèglement climatique dont, je le dis, les premières victimes sont déjà et seront nos agriculteurs.

Mais l'Europe, ça doit aussi être l'accompagnement de nos agriculteurs pour investir dans les transformations nécessaires, pour qu'on puisse les aider, et surtout éviter toute brutalité. Nous allons être très vigilants sur IED.

Et je vous redis très fermement : la France s'oppose à la signature du traité Mercosur. C'est clair et net. C'est la position qui a toujours été portée par le Président.

- **La vérité m'oblige aussi à dire qu'on doit revenir sur la réforme du GNR.**

Sur le GNR, il faut voir la réalité en face.

La vérité m'oblige à dire que même si la réforme du GNR a été acceptée et négociée par le syndicat majoritaire, il faut être très clair et très sincère : ça ne peut pas marcher.

On a construit un truc où on prend d'une main aux agriculteurs 70M€, et on leur rend par un mécanisme que personne n'a compris, ces mêmes 70M€. Résultat : pas 1€ d'économie pour l'Etat, mais des pertes pour les plus petites exploitations et une complexité sans nom.

Première mesure de simplification et de bon sens : on arrête avec ce système. Maintenant. Pour être clair : je supprime la hausse du GNR agricole.

C'est juste du bon sens, et c'était sans doute la première mesure de simplification à prendre.

Et, je vais même aller plus loin pour simplifier la vie des agriculteurs : la remise de TICPE que vous demandiez jusqu'ici et que vous receviez plusieurs mois après, elle vous sera directement déduite de la facture quand vous achetez du GNR « en pied de facture ». Dès le mois prochain, nous verserons 50 % des sommes que vous attendiez – c'est 215 M€ tout de suite rendus aux

exploitations - ; et, d'ici à l'été, les réductions qui vous sont dues seront appliquées directement sur vos factures. C'est plus de trésorerie, tout de suite ; moins de temps en paperasserie, aussi ; et c'est la garantie qu'aucun agriculteur ne renonce plus à un soutien que l'Etat lui doit.

Mesdames et messieurs,

Voilà, je vous ai présenté ma vision et ma méthode pour l'agriculture de notre pays.

Le cap est clair.

La méthode aussi.

Car vous l'avez compris, on a décidé de venir ici avec du concret, du solide.

Des réponses pour tout de suite, des réponses pour demain, et des réponses pour après-demain, aussi.

Tout ce qu'on peut faire dès maintenant, on le fait.

Mais j'entendais Jérôme Bayle qui disait encore ce matin : « on ne va pas sauver l'agriculture en 2 ou 3 jours ». Il a raison.

Aujourd'hui, c'est la fin de certains ennuis pour vous, mais c'est aussi le début d'un sursaut.

On ne vous lâchera pas.

Je ne vous lâcherai pas.

Alors oui, on va avoir des succès, des échecs, mais on va se battre. Je vais me battre. Avec vous. Et on va y arriver.

Je vous remercie.